



Les Brèves

Mai 2019

L'ordination diaconale des femmes

À Rome, du 6 au 10 mai, se tenait l'assemblée plénière de l'Union internationale des supérieures générales (UISG) qui réunissait plus de 850 religieuses issues de 80 pays. Le 10 mai, au terme de cette assemblée, les religieuses ont reçu le pape qui leur a communiqué le résultat d'une étude sur le rôle des femmes diacres au début du christianisme, commandé trois ans plus tôt. L'étude conclut à l'absence de consensus sur les traces de l'ordination diaconale des femmes (à savoir si les femmes diacres étaient ordonnées dans l'Église primitive de la même manière que les hommes). Le pape n'a pris aucune décision préférant renvoyer le texte aux membres de la Commission d'étude sur le diaconat des femmes. Des questions se posent : pourquoi n'a-t-il pas pris de décision ? Pourquoi attend-il une décision unanime des 12 membres ? Pourquoi restaurer le diaconat des femmes à l'identique du diaconat masculin ? Le Dieu des chrétiens et chrétiennes serait-il sexiste au point de ne pas vouloir que son autorité et sa grâce passent par une femme ? Il est grand temps que les clercs exorcisent leurs vieux démons misogynes. (PD)

Sources

Deborah Rose Milavec. « Women Diacons : Here's How It Will Change », Focus News, May 11, 2019

www.futurechurchnews.org

<https://www.crc-canada.org/eglise-catholique-une-commission-detude-sur-le-diaconat-des-femmes/>

<https://fr.zenit.org/articles/union-internationale-des-superieures-generales-assemblee-pleniere-du-6-au-10-mai-a-rome/>

La Citoyenneté ecclésiale pour les femmes

À lire, un article très intéressant et novateur sur le concept de citoyenneté ecclésiale des femmes. Son autrice, Johanne Philipps, membre de L'autre Parole, établit un parallèle entre l'évolution de la citoyenneté des femmes dans la société et celle, quasi inexistante, dans l'église ! En effet, l'écart entre ces deux réalités est frappant : d'un côté, les droits civils auxquels tout individu et toute entreprise privées ou publique doit se soumettre et de l'autre, « l'immutabilité voulue par Dieu » qui tient les femmes en église dans une position de subalterne n'ayant pas les mêmes droits que les hommes. Est-ce que l'état accepterait cette discrimination si elle s'exerçait à l'endroit des personnes de minorités visibles qui vivraient ces conditions défavorables ?

Selon l'autrice, s'il est possible d'imposer des lois civiles et criminelles aux institutions religieuses pourquoi est-ce si difficile de leur imposer des lois interdisant la discrimination fondée sur le sexe ? « La notion d'autonomie religieuse est certes fondamentales, mais rappelons-nous que la violence domestique a longtemps été à l'abri des dénonciations en raison d'une prépondérance accordée à la notion de vie privée. De façon similaire, la notion d'autonomie religieuse n'a pas à être un absolu. » (JC)

Source

Johanne Philipps. « À quand une citoyenneté ecclésiale pour les femmes? », *Revue Relations*, numéro 801, avril 2019, page 35.

Nous en avons marre

En réaction à la démission collective de l'Église catholique-romaine de six femmes, un texte exprime le ras-le-bol de théologiennes (appuyées par 300 théologien(ne)s et responsables pastoraux) face à l'inertie de l'Église. « Nous en avons assez que les mêmes préoccupations soient au programme de l'Église depuis des décennies et que les intentions de réforme ne soient pas prises au sérieux ! » Ce texte écrit en vue de la rencontre avec Mgr Félix Gmür, évêque de Bâle et le vicaire général Markus Thürig, prévu pour la mi-juin 2019, formule des demandes précises pour atteindre l'égalité des chances et des droits dans l'Église.

Pour sa part, sœur Ruth Schönenberger, supérieure d'une des communautés religieuses féminines les plus importantes d'Allemagne, a mis en cause l'exclusion des femmes du sacerdoce dans l'Église catholique. (LD)

Sources

<http://www.comitedelajupe.fr/?q=content/nous-en-avons-marre>

<http://www.comitedelajupe.fr/?q=content/%C3%A9glise-catholique-pression-des-religieuses-allemandes-pour-la-pr%C3%AAtise-des-femmes>

Attristées, bouleversées et scandalisées

Après avoir vu le documentaire *Abus sexuels des religieuses dans l'Église catholique*, des membres de l'Association des religieuses pour les droits des femmes (ARDF) se disent attristées, bouleversées et scandalisées. Tout en saluant le courage des femmes qui osent briser le silence, elles s'insurgent contre « l'instrumentalisation de la Parole de Dieu pour justifier des comportements pervers de certains clercs au pouvoir dévastateur dans un milieu encore patriarcal et phallogratique ».

Face à la grave crise de crédibilité que traverse l'Église, l'ARDF estime qu'il est urgent de repenser, d'une manière constructive, sa vocation de transmettre l'Évangile dans toute sa radicalité et sa pertinence. Jugeant bien timide la déclaration commune de la Conférence des Évêques catholiques du Canada (CECC) et de la Conférence des Religieuses du Canada (CRC), elle les exhorte à suivre rigoureusement les appels du Pape François, à ne pas être complices de ces déviances et recommande que la formation des futurs pasteurs et des agents.tes de pastorale ne se fasse plus en vase clos. (LD)



Sources

ARDF, Réactions au documentaire, *Abus sexuels des religieuses dans l'Église catholique*, Communiqué de presse, 16 mai 2019. <http://femmes-ministeres.org/>
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1168793/droit-canon-systeme-signalement-diocese-eveques-pedophilie>
http://www.cccb.ca/site/images/stories/pdf/D%C3%A9claration_commune_-_CECC-CRC_-_abus_-_FR.pdf

La conscience de nos différences

Les 3 et 4 mai derniers, à Montréal, les membres de l'Association pour la défense des droits des femmes (ARDF) participaient à une rencontre ayant pour thème « Ensemble, cultivons le jardin de la diversité ». La session se tenait à la Maison mère de la Congrégation Notre-Dame. Vécue en partenariat avec plus d'une dizaine de femmes d'origines diverses, cette rencontre avait pour but l'éveil à la conscience de nos différences; elle visait à nous habilitier à bâtir des relations harmonieuses et à nous libérer des obstacles qui entravent la réciprocité. Deux religieuses du Québec, l'une d'origine camerounaise et l'autre d'origine congolaise, ont partagé les fruits d'une récente session de 15 jours offerte à Rome pour aider les participantes à mieux comprendre le sens de l'interculturalité et à vivre divers rituels signifiants. (PD)

L'explosion des inégalités

En 2018, « 26 personnes possédaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité ». Tel est le constat choc du dernier rapport d'Oxfam International sur les inégalités dans le monde, intitulé *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. L'ONG reconnaît qu'au cours des dernières décennies, l'extrême pauvreté a été réduite de moitié, que beaucoup moins d'enfants meurent avant leur cinquième année, et qu'en 2018, plus d'êtres humains ont accès à l'eau potable et à l'électricité, mangent à leur faim et disposent d'un toit. Mais s'il faut se réjouir de ces avancées, le rapport souligne du même souffle que les inégalités ne cessent de croître ! Ainsi, les pays de l'OCDE, dont le Canada, « affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé » que celui des pays les plus pauvres. Selon Oxfam, ce sont « le néolibéralisme économique et une fiscalité inique » qui sont responsables des titanesques disparités entre une poignée de milliardaires et des centaines de millions de pauvres. Et ces inégalités sont le résultat de choix politiques. Rétablir ou renforcer et protéger la démocratie constitue un outil majeur pour contrer ces inégalités. (LD)

Sources

<https://oxfam.qc.ca/riches-pauvres-inegalites/>

<https://oxfam.qc.ca/les-plus-riches-empochent-les-richesses/>

<https://oxfam.qc.ca/wp-content/uploads/2018/01/Partager-la-richesse.pdf>

François Brousseau, « L'ombre des inégalités », *Le Devoir*, 21 janvier 2019

Le droit à l'avortement en danger aux États-Unis

Plusieurs états américains (notamment l'Ohio, le Mississippi, le Kentucky et la Géorgie) ont adopté récemment des lois très restrictives qui interdisent l'avortement dès que les battements du cœur du fœtus peuvent être détectés. Le 14 mai dernier, l'Alabama a adopté une loi qui autorise l'avortement uniquement en cas de risques mortels pour la femme; les médecins qui contreviennent à la loi risquent une peine de prison maximale de 99 ans.

L'élection de Donald Trump et la nomination par celui-ci de deux juges conservateurs (Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh) a fait basculer le plus haut tribunal vers la droite, galvanisant les militants de la droite religieuse américaine, anti-avortement et anti-choix. Leur objectif est clair : que ces lois soient contestées et aboutissent à la Cour suprême dans l'espoir que celle-ci renversera l'Arrêt *Roe c. Wade* qui garantit aux américaines le droit à l'avortement depuis 1973.

Les femmes de l'Alabama se retrouvent dans la même situation que celle vécue par les Canadiennes et les Québécoises 50 ans plus tôt... En effet, le 14 mai 1969, le Parlement canadien adoptait une loi qui autorisait l'avortement uniquement si la vie ou la santé de la femme était en danger ! Parmi les nombreux textes publiés, je vous recommande les

réflexions et analyses d'Élisabeth Vallet, Francine Pelletier et Aurélie Lanctôt publiés dans *Le Devoir*. (LD)

Sources

<https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/554706/chronique-sweet-home-alabama>
<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/555103/reecrire-l-histoire>
<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/554831/les-enfants-que-nous-voulons>
https://www.liberation.fr/planete/2019/05/08/etats-unis-la-vague-anti-avortement-emporte-la-georgie_1725593
<https://www.journaldemontreal.com/2019/03/30/etats-unis--letat-de-georgie-vote-une-loi-anti-avortement-malgre-les-menaces-de-boycottage-dhollywood>
<https://lactualite.com/monde/les-faussees-informations-polluent-le-debat-sur-lavortement/>
http://mi.lapresse.ca/screens/e788eca1-240a-4f02-98ee-1c7920b7f924_7C_o.html
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1170121/etats-unis-interruption-volontaire-grossesse>

Un nouveau mouvement pro-vie

Vous êtes athée, lesbienne, féministe ? Vous détestez Trump et vous n'adhérez pas aux politiques du Parti républicain mais vous êtes pour le droit absolu à la vie, de la conception à la mort naturelle, alors bienvenue dans le « New Pro-Life Movement » ! Son manifeste réclame, entre autres choses, des soins prénataux et postnataux, des congés payés obligatoires, l'égalité salariale, l'éducation sexuelle. Il s'engage à soutenir les femmes victimes de harcèlement sexuel, s'oppose à la peine de mort et soutient qu'un meilleur accès aux soins de santé et à l'aide sociale est le meilleur moyen de décourager l'avortement et de promouvoir les droits humains.

Rebecca Bratten Weiss, cofondatrice du New Pro-Life Movement se dit inquiète de l'alliance entre la politique conservatrice et le militantisme anti-avortement. Constatant un malaise croissant parmi les jeunes évangéliques qui ont cessé de fréquenter des églises, dominées par des partisans plus âgés et militants de Trump, le New Pro-Life Movement doit développer une éthique de vie cohérente pour être crédible auprès de la génération des milléniaux. (LD)

Source

<https://www.ncronline.org/news/justice/new-pro-life-movement-no-trump-yes-atheists>

Invitation à la grève du travail invisible

Dans le cadre de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses, L'R des centres de femmes du Québec et ses 87 centres membres ont invité les Québécoises à se mobiliser pour rendre visible le travail invisible qu'elles réalisent chaque jour dans une proportion près de deux fois plus grande que leurs compatriotes masculins. Le travail invisible désigne le travail qui n'est pas officiellement reconnu comme tel et qui n'est pas

comptabilisé dans la création de richesse du pays. C'est le travail des femmes au foyer mais aussi celui des proches aidantes, des bénévoles, des mères qui travaillent et assument une part des tâches ménagères et de l'organisation familiale, etc. C'est également la charge mentale qui découle de tout ce travail porté par les femmes.

Ce travail a une valeur économique inestimable mais pèse lourd sur la vie et la santé des femmes. À l'occasion du 1^{er} mai, l'R des centres de femmes du Québec appelait les femmes « à faire la grève du travail invisible pour démontrer l'importance et la valeur du travail qu'elles réalisent chaque jour sans salaire et souvent même, sans reconnaissance ».

Mais grève ou pas grève, savez-vous combien d'heures de travail invisible vous effectuez par jour, par semaine ? Vous voulez le mesurer ? L'R a mis au point un calculateur en ligne : <https://rcentres.qc.ca/travail-invisible.html>. (LD)

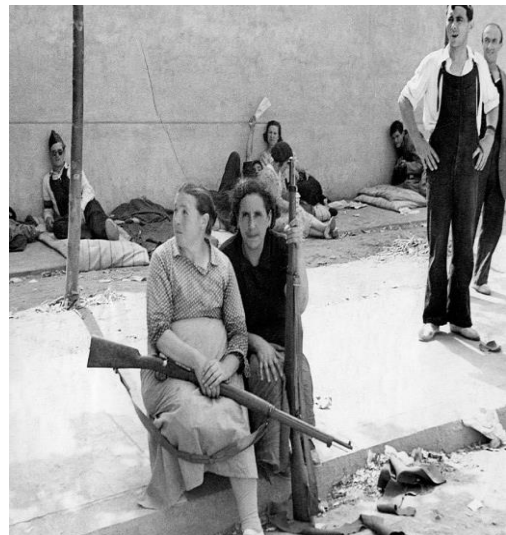
Troc de bébés en Espagne

Pour contrer l'importante chute de la natalité en Espagne, le Parti populaire (PP) conservateur pousse un projet de loi visant à retarder l'expulsion de migrantes enceintes en échange de leur bébé... Oui vous avez bien lu ! C'est le marché que la droite espagnole entend proposer aux migrantes en situation irrégulière : elles obtiendraient la garantie de pouvoir accoucher sur le sol européen, et d'y rester jusqu'à la naissance mais sitôt l'enfant né et cédé à l'adoption, elles redeviendraient en revanche expulsables.

Pour plusieurs, cette initiative du PP trouve ses racines dans la droite espagnole et l'histoire « des bébés volés », révélée en 1982 : à partir de 1940, des milliers de nouveau-nés ont été soustraits à leurs parents, juste après l'accouchement et confiés à des couples acquis à la cause nationale franquiste. Il s'agissait d'une mesure mise en place sous la dictature franquiste visant à nettoyer la nation de ses éléments républicains et subversifs, redresser la morale défailante des jeunes filles militantes et rebelles, et contrôler la population. (LD)

républicaines durant la Guerre

Combattantes



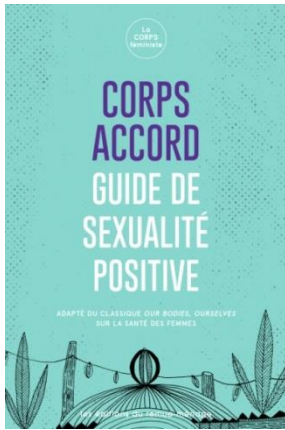
D'Espagne • Crédits : Heinrich Hoffmann – Getty

Sources

<https://www.franceculture.fr/societe/troc-de-bebes-et-ventre-des-femmes-le-parti-populaire-espagnol-dans-les-pas-de-franco>

<https://www.franceculture.fr/histoire/derriere-le-proces-des-bebes-voles-en-espagne-le-spectre-dune-eglise-mafieuse-et-tyranique>
<https://www.franceculture.fr/emissions/le-magazine-de-la-redaction/les-enfants-perdus-de-lespagne>

Lectures... pour l'été



Corps Accord. Guide de sexualité positive

Accessible, décomplexé et inclusif, cet ouvrage est la première adaptation francophone du classique *Our bodies, Our selves* sur la santé des femmes, qui a contribué, depuis la première édition en 1971, à une réappropriation du pouvoir et du savoir des femmes sur leur corps. *Corps accord* propose un guide sur la sexualité et l'intimité, rompt le cycle de l'ignorance et déconstruit les normes sexuelles québécoises. Comment la culture influence-t-elle l'expérience de la sexualité ? Comment conjuguer désir et handicap ou maladie chronique ? De quelles façons se vit le plaisir sexuel ? Que recouvre la notion de consentement ? *Corps accord* tente de répondre à ces questions en s'appuyant sur les connaissances issues de la recherche, des points de vue féministes sur la sexualité ainsi que des témoignages de personnes se situant à différents endroits sur le spectre de la féminité.

À mettre impérativement entre les mains de toutes les jeunes femmes, à offrir à sa fille ou petite fille, à sa meilleure amie, peu importe son âge. (LD)

Source

La CORPS féministe. *Corps accord. Guide de sexualité positive*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2019.

Les quatre femmes de Dieu

Dans le contexte actuel, où sont « dévoilées » les agressions sexuelles commises à l'endroit des religieuses et des femmes laïques par le clergé au sein de l'Église catholique, il est bon de lire ou de relire l'ouvrage de Guy Bechtel, *Les quatre femmes de Dieu*. La

putain, la sorcière, la sainte et Bécassine. Si ces actes sont possibles voire excusables aux yeux de certains clercs, c'est qu'ils reposent sur une misogynie ecclésiastique séculaire.

Bechtel, historien et germaniste, retrace l'histoire de l'antiféminisme chrétien, de cette volonté délibérée de soumission, d'exclusion de la femme, « tenue pour peu de chose, un être secondaire, inférieur et vil ». Dans son chapitre sur la *putain*, il expose la théorie chrétienne du sexe sur laquelle repose cette image de la femme pécheresse. Riche et bien documenté, la lecture de cet ouvrage permet de mieux saisir les racines profondes de la crise actuelle qui secoue l'Église. (LD)

Sources

Guy Bechtel. *Les quatre femmes de Dieu. La putain, la sorcière, la sainte et Bécassine*, Paris, Plon 2000.

Qui sommes-nous pour être découragées ?

Ce livre retrace le parcours unique d'une militante infatigable, Lorraine Guay, engagée sur de nombreux fronts tout au long de sa vie : jeunesse étudiante catholique, clinique populaire de Pointe -Saint-Charles, solidarité avec les peuples d'Amérique latine et de Palestine, ressources alternatives en santé mentale, souveraineté du Québec, mouvement féministe et recherche universitaire en milieu communautaire. Dans une conversation avec Pascale Dufour, spécialiste des mouvements sociaux, Lorraine Guay revient sur les expériences marquantes de cette trajectoire, pourtant convaincue qu'elle n'a pas grand-chose à raconter....



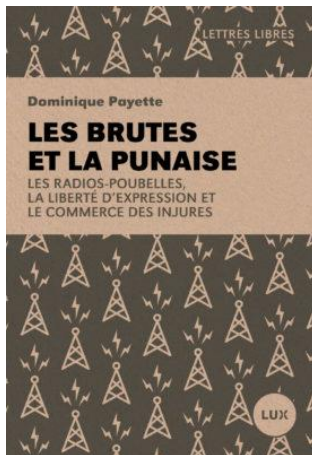
Pour elle, il est impensable de se soustraire à l'engagement, à la construction d'un monde meilleur. « Nous sommes les héritiers et héritières des luttes passées et il est de notre devoir moral de les poursuivre sans relâche ». Voilà sa ligne de conduite, sa posture de vie sur laquelle se fonde 60 ans d'engagement, d'implication sociale et politique. J'ai dévoré ce livre de transmission, un antidote au cynisme ambiant qui nourrit l'espérance. (LD)

Sources

Pascale Dufour, Lorraine Guay. *Qui sommes-nous pour être découragées ?*, Montréal, Écosociété, 2019.

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/plus-on-est-de-fous-plus-on-lit/segments/entrevue/110551/militante-lorraine-guay-livre-bio>

Les brutes et la punaise



Selon Dominique Payette, l'auteure de *Les brutes et la punaise* – *Les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, les femmes et les féministes sont, entre autres, prises à partie. Mais ce n'est pas parce que le phénomène se concentre surtout à Québec qu'il ne peut se répandre ailleurs, que la peur ne peut s'installer dans les esprits des femmes et des hommes qui sont ciblés.

Les animateurs présentent l'égalité entre les sexes comme une chose réglée, sans s'embarrasser des faits. Quant aux agressions sexuelles, aucune sympathie pour les femmes. Dans l'affaire Gimeshi, un animateur décèle la revanche de filles abandonnées alors que pour Weinstein, tout le monde était consentant ! Pourtant, « la loi exige que tous les actes sexuels soient librement consentis, les auditeurs sont induits en erreur (p. 67) ».

Outre les femmes et les féministes, les cyclistes, les environnementalistes, les pauvres et les Autochtones sont pris sous un feu roulant de propos dégradants. Une des grandes questions : « La souffrance de personnes ciblées peut-elle vraiment se justifier par la liberté d'expression d'animateurs ou de propriétaires de station de radio ? » (p.148)

Un débat démocratique doit permettre l'expression de tous les points de vue basés sur des faits. La manipulation des émotions est dangereuse. Des mesures de prudence ne peuvent-elles être mises en place ? Pour moi, radios-poubelles et médias sociaux souffrent des mêmes maux. Un document à lire et à méditer pour agir. (MH)

Source

Dominique Payette. *Les brutes et la punaise – Les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures*, Montréal, Lux, 2019

Les Brèves est une publication de la collective L'autre Parole.

Comité de rédaction : Louise Desmarais, Jo Ann Lévesque, Mireille D'Astous

Rédactrices : Johanne Carpentier, Pierrette Daviau, Louise Desmarais, Monique Hamelin,

Révision linguistique : Louise Desmarais

Édimestre : Nancy Labonté

Pour vous abonner à notre liste d'envoi:

www.lautreparole.org

Pour nous joindre :

<http://www.lautreparole.org/contact/information>

Carmina Tremblay (514) 598-1833 - carmina@cooptel.qc.ca

***Vous aimez nous lire?
Faites un don à L'autre Parole!***

Adresse postale :

C.P. 393, Succursale C, Montréal (Québec) H2L 4K3

(Nous n'émettons pas de reçu d'impôt.)